



Communiqué de presse
14 novembre 2018

Annonces du Premier ministre : une ambition en demi-teinte

Pour aider les ménages à faire face à la hausse de leur facture énergétique, le Premier ministre confirme les propositions avancées ces derniers jours pour renforcer les mesures déjà existantes : doublement de la prime à la conversion automobile (500 000 à 1 million), et élargissement des bénéficiaires du chèque énergie (2,5 millions de Français à 5,6 millions). À cela s'ajoute la mise en place d'une prime à la conversion des chaudières à fioul. Il s'agit de mesures que nous appelons de nos vœux depuis le mois de septembre.

Nous constatons que le gouvernement peine à trouver des mesures pour compenser la perte de pouvoir d'achat des ménages. En réalité, la hausse du prix du baril et la hausse des taxes accélèrent trop vite le prix des énergies, bien au-dessus de la trajectoire prévue par le gouvernement. Il convient de revenir à une trajectoire raisonnable.

Depuis cet été, nous proposons des mesures pragmatiques pour le pouvoir d'achat : geler la hausse des taxes pour 2019 ou, dans une moindre mesure, alléger cette hausse (+3 cts pour le diesel et +1 ct pour l'essence).

Nous reconnaissons qu'il s'agit de moyens budgétaires supplémentaires pour soutenir les ménages face à la hausse de leur facture énergétique. Mais, alors que l'ensemble des Français vont être concernés par l'augmentation des taxes sur les énergies prévue au 1^{er} janvier 2019, les primes évoquées par le gouvernement ne concernent en réalité qu'une faible partie d'entre eux.

Nous demandons des garanties fortes de la part du gouvernement sur le caractère opérationnel des annonces, notamment en renforçant les moyens des agences de services et de paiement (ASP), qui délivrent ces primes.

Enfin, nous tenons à faire part de notre étonnement sur l'absence d'annonce concernant les ménages qui se chauffent au gaz. Après le coup de rabot sur les APL et la baisse du soutien public au logement social, les locataires HLM sont les premiers à faire face à l'augmentation du prix du gaz. Aucune proposition n'est avancée pour renforcer rapidement la rénovation des 7 millions de « *passoires énergétiques* ». Il s'agit pourtant d'un enjeu crucial pour protéger le pouvoir d'achat des ménages et démontrer une réelle ambition du gouvernement en matière de transition écologique.